



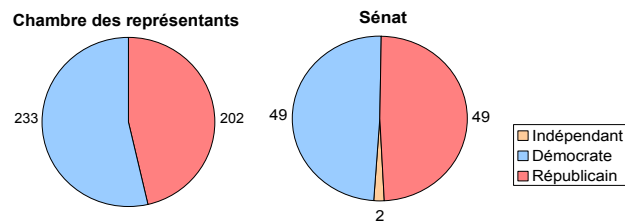
ECO DES US

Environnement, Développement Durable et Société aux Etats-
Unis

Mid-term 2006 : Retour des
Démocrates au Congrès

Numéro 1
Janvier 2007

Après 12 ans de majorité républicaine au congrès, les démocrates reviennent avec notamment une large majorité des sièges à la chambre des représentants : 233/202. Ils affichent une forte volonté de progresser dans plusieurs domaines qu'ils estiment délaissés notamment ceux de l'environnement, de la justice sociale et de la santé.



Composition du futur 110^{ème} congrès

A travers ce document nous proposons un aperçu sur les stratégies de développement durable de ce nouveau congrès plus particulièrement sur les thèmes de l'économie, de l'environnement et de la société.

Société

Les grandes orientations dans les domaines de la santé, des conditions de travail et de l'éducation

Rédacteurs:

Jacques Drucker
Olivier Villey
Robby Judes

L'interdiction pour le gouvernement de négocier les prix des médicaments, incluse, sous la pression de la filière pharmaceutique, dans la réforme du Medicare votée en 2004, avait soulevé une vive réprobation y compris dans les rangs républicains.

Le parti démocrate affiche un agenda politique ambitieux en matière de santé. L'objectif majeur sur le long terme est l'amélioration de l'accès aux services et de la qualité des soins. A court terme la reconduction par le congrès en 2007 du programme d'assurance maladie des enfants en situation de précarité « State Children's Health Insurance Program » devrait donc être l'occasion d'assouplir les conditions de ressources pour y accéder .

D'autre part, la future présidente de la chambre, Nancy Pelosi, a clairement promis qu'une majorité démocrate tenterait de lever l'interdiction pour le gouvernement de négocier directement avec l'industrie les prix des médicaments agréés par Medicare, programme fédéral d'assurance maladie des personnes âgées.

Sur le plan de l'amélioration des conditions de travail, deux projets de la plateforme démocrate sont à mentionner : la revalorisation du salaire minimum et le renforcement de la sécurité au travail. Légiférer sur le premier point est une des toutes premières priorités de la nouvelle majorité. La chambre a ainsi déjà passé une loi qui porterait progressivement le minimum horaire actuel, de 5,15 dollars, inchangé depuis 10 ans, à 7,25 dollars en deux ans, un texte similaire devrait également être prochainement passé au Sénat. Le président ne devrait pas chercher à user



Nancy Pelosi, leader démocrate à la chambre

No Child left behind :

Objectif : améliorer les performances des écoles primaires et secondaires.

Pour cela : amélioration de la qualification des enseignants des écoles publiques, sanctions des écoles et des personnels qui n'atteindraient pas les objectifs fixés, libre choix de l'école par les parents.

de son droit de veto puisque qu'un certain nombre d'Etats ont déjà un salaire minimum supérieur. De plus l'opinion américaine ne se satisfait pas des « working poors » et l'argumentation des opposants systématiques à toute intervention correctrice des mécanismes de marché est de moins en moins pertinente avec un salaire minimum désormais très inférieur au salaire médian.

Sur le deuxième point, Georges Miller (Démocrate – Californie) qui préside la commission de l'éducation et du travail à la chambre, devrait chercher à faire voter un renforcement des pénalités pour infraction à la législation sur la santé et la sécurité au travail et la création de davantage de postes d'inspecteur du travail à l'Occupational Safety and Health Administration (OSHA). Ces initiatives ont moins de chance d'aboutir, les pénalités pour les employeurs ayant déjà été substantiellement relevées à plusieurs reprises et le budget de l'OSHA ayant été régulièrement augmenté dans un contexte de diminution d'ensemble des crédits fédéraux du travail et de l'emploi.

En matière d'éducation, l'orientation de la politique des démocrates restera la même que celle des républicains, ils ne désapprouvent pas l'objectif de la loi « no child left behind ». En revanche les démocrates regrettent le manque de moyens investis. Ils promettent également de moderniser les infrastructures.

Les démocrates insistent également sur le développement de la formation tout au long de la vie, une augmentation de l'aide étudiante fédérale qui serait attribuée directement aux familles et non plus aux établissements d'enseignement supérieur et une meilleure intégration des étudiants handicapés.

Economie

Deux secteurs clés pour le nouveau congrès : l'agriculture et l'énergie

Rédacteurs:

Christian Berger
Philippe Jamet
Geneviève Chedeville-Murray
Maxime Schenckery
Jérôme Fabre

Ainsi Collin Peterson était il y a déjà 10 ans à l'origine des premiers textes législatifs de l'Etat du Minnesota à ce sujet, puis le père de l'obligation d'incorporation de 10% de biocarburants dans cet Etat.

Tom Harkin est lui un très fervent partisan des soutiens au développement de l'éthanol cellulosique

Deux secteurs économiques ont été plus particulièrement mis en avant au cours de la campagne : le secteur agricole et le secteur énergétique.

Le prochain congrès aura à décider de l'avenir de la politique fédérale dans le secteur agricole puisque la loi cadre agricole (Farm Bill) s'achève à la fin de la campagne 2007. Les présidents des comités de l'agriculture à la chambre et au sénat sont respectivement Collin Peterson, du Minnesota et Tom Harkin, de l'Iowa..

Ces deux élus du Midwest sont nécessairement sensibles aux intérêts des producteurs de grandes cultures qui sont aujourd'hui les principaux bénéficiaires des soutiens agricoles. Ce sont également deux fervents supporters des biocarburants (dont l'Iowa est le premier producteur). Ce thème des biocarburants, partage le clan « écologiste », certains redoutant que le développement de cette nouvelle filière ne se fasse au détriment des zones humides et de la faune sauvage. D'autres encore remettent en question le bilan énergétique de la production de biocarburant. Le débat à venir sur la nouvelle « Farm Bill » verra les organisations environnementales très attentives à des mesures compensatoires et des budgets accrus pour la conservation des zones sensibles.

L'une des conséquences du changement de majorité est le remplacement des représentants Richard Pombo et Joe Barton, présidents respectifs du comité pour les ressources et du comité pour l'énergie et le commerce qui se sont illustrés au cours du 109^{ème} congrès par des prises de positions très conservatrices sur les thèmes de l'énergie, du climat et de l'environnement

Les observateurs anticipent cependant quelques divergences entre le Sénat et la Chambre des Représentants sur le thème des CAFE et des instruments obligatoires de limitation des émissions de GES, en faisant remarquer que le représentant Dingell, élu du Michigan qui remplace Barton, a toujours été un farouche défenseur de l'industrie automobile

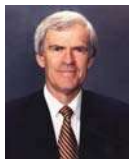
Les nouveaux présidents de comité :



Collin Peterson
à l'agriculture



et Tom Harkin



Jeff Bingaman



et John Dingell

à l'énergie

Tom Harkin est également connu pour sa contribution au développement des aides agri-environnementales.

En matière d'énergie la nouvelle majorité va chercher à revenir sur certaines des dispositions discutables ou absentes de la loi sur l'énergie d'août 2005. Les responsables démocrates envisagent tout d'abord de transférer les avantages fiscaux octroyés aux entreprises pétrolières (2.6 milliards de dollars sur un total de 14.6 milliards prévus par la loi) aux énergies renouvelables, qui bénéficient de 2.9 milliards au titre de cette même loi.

Les démocrates exigent depuis longtemps des avancées significatives en matière d'efficacité énergétique avant d'envisager toute initiative visant à favoriser l'augmentation de la production énergétique domestique. Les améliorations peuvent venir d'un renforcement des CAFE (normes de consommation des véhicules), d'une mise en place de normes fédérales contraignantes dans la construction...

Enfin, le sujet de l'exploration pétrolière dans l'Alaska (ANWR) serait durablement écarté..

Les positions récentes du président Bush sur les énergies renouvelables ne sont pas remises en cause par la majorité démocrate, les critiques portant davantage sur la timidité des investissements fédéraux que sur le bien-fondé des initiatives.

Ce constat vaut en particulier pour l'Advanced Energy Initiative (AEI), un « bouquet » de mesures à portée technologique destinées à réinvestir fortement le domaine des biocarburants innovants et des énergies renouvelables et à accroître l'ampleur des efforts fédéraux sur l'économie de l'hydrogène et le charbon propre.

En revanche d'autres initiatives dont la cohérence et la pertinence étaient déjà contestées dans le précédent congrès apparaissent plus vulnérables : notamment l'AP6 (partenariat asie-pacifique pour le développement propre et le climat) dont les huit groupes de travail viennent de publier des plans d'actions dont de nombreux observateurs ont déploré le manque de contenu.

Enfin, les démocrates sont convaincus que le recours au charbon est une solution au problème d'approvisionnement énergétique des USA et qu'il répondra aux défis environnementaux grâce aux nouvelles technologies, notamment la gazéification du charbon (IGCC). Les projets et programmes lancés par l'administration Bush dans ce domaine (Clean Coal Initiative, Futuregen) ne devraient donc pas être remis en question.

Autre secteur d'importance d'un point de vue développement durable, celui des transports. Le représentant démocrate du Minnesota, James Oberstar qui a pris la tête du comité Transport et Infrastructures à la chambre s'est déclaré partisan d'une augmentation des fonds destiné au transport urbain y compris train, métro, et tramway. Il a également évoqué l'augmentation du transport fluvial, notamment dans la région des Grands Lacs, qu'il considère plus efficace et moins nocif pour l'environnement.

Environnement

Vers un ré-engagement des US en matière de changement climatique ?

Rédacteurs:

Philippe Jamet
Geneviève Chedeville-Murray

Les responsables politiques ont pris la mesure de l'évolution de l'opinion publique (74% des américains se déclarent conscient des risques encourus et 72% sont favorables à l'imposition de limites obligatoires en matière de gaz à effet de serre). Pour autant ce thème n'a pas été au premier plan car il suscite des divisions au sein des deux camps et qu'il s'agit d'un thème plus présidentiel.

Dans la précédente législature, la présidence du comité était assurée par le sénateur républicain Inhofe (Oklahoma) qui qualifiait l'EPA de « bureaucratie gestapiste » et le changement climatique de « plus grand canular jamais perpétré envers le peuple américain ».

Ces scores sont à comparer à ceux des titulaires précédents, James Inhofe (5) Richard Pombo (7) et Joe Barton (7).

Nouveaux présidents de comités



Nick Rahall (ressources) et Barbara Boxer (Environnement et Travaux Publics)

Liens :

Notation environnementale 2006 des élus par la League of Conservation Voters :

http://www.lcv.org/images/client/pdfs/LCV_2006_Scorecard_final.pdf

Les propositions du parti démocrate sur le thème du changement climatique, telles que déclinées par le Center for American Progress qui lui est proche, sont ambitieuses : reconnaissance de l'objectif d'une limitation à 2°C de l'augmentation de la température mondiale par rapport à la moyenne de la période pré-industrielle, mise en place d'un programme de limitation des émissions et d'un marché de permis, participation active à la définition d'un cadre réglementaire international incluant tous les pays.

Au Sénat, Barbara Boxer, la nouvelle présidente du comité de l'environnement et des ressources naturelles entend faire avancer rapidement ce dossier. Deux nouveaux sous-comités sont créés, l'un pour « l'action publique », l'autre pour « l'action privée » contre le réchauffement global, dont les présidents respectifs sont elle-même et le sénateur indépendant Lieberman. Les autres sous-comités sont tous aux mains d'élus de tendance « activiste », dont les Sénateurs Clinton (NY) et Lautenberg (NJ).

Les leaders du changement climatique au Sénat (Boxer, Lieberman et Bingaman) ont également adressé une lettre au président Bush pour l'exhorter à travailler avec le nouveau congrès « afin qu'une législation significative sur le changement climatique soit passée en 2007 ». Pour l'instant, l'administration, notamment par la voix de James Connaughton, conseiller environnement du président Bush et farouche opposant au processus de Kyoto, n'a montré aucune volonté réelle d'infléchissement.

Une reprise en main environnementale s'annonce aussi du côté de la chambre. Les nouveaux leaders sont tous perçus par les milieux environnementaux américains comme sympathisants de leur cause : Nancy Pelosi enregistre un score environnemental de 92 (sur 100) selon la League of Conservation Voters, le nouveau président du comité des ressources, Nick Rahall (WVa), de 65 et celui du comité de l'énergie et du commerce, John Dingell (MI), de 71.

Autre sujet délaissé par l'administration actuelle, la gestion des sites pollués (Superfund) sera relancée dans le cadre d'une commission dirigée par Hillary Clinton. Le projet de réforme de l'Endangered Species Act mené par Richard Pombo et fortement critiqué par les associations environnementales sera durablement écarté.

Par ailleurs les spécialistes du Capitole remarquent que plusieurs républicains modérés, certains au passé environnemental irréprochable (comme l'ex-sénateur Lincoln Chafee, 78/100), n'ont pas été réélus. La réduction du nombre d'élus-charnières rendra plus difficile l'atteinte des compromis nécessaires dans un contexte de courte majorité, notamment au Sénat.

Pour l'instant, l'administration reste silencieuse face au volontarisme affiché de la nouvelle majorité et alimente le suspense sur l'accueil qu'elle ferait à des propositions en nette rupture avec la philosophie



Lettre des sénateurs Lieberman,
Bingaman et Boxer au président
Bush :

<http://gristmill.grist.org/story/2006/11/15/185426/84>

environnementale qui prévaut depuis six ans. Cependant, l'annonce de la nomination de Gregory Manuel comme conseiller spécial de la secrétaire d'Etat et coordinateur pour l'énergie au département d'Etat (thème que les Etats-Unis lient à la notion de changement climatique), ainsi que les récents propos à la presse de Mme Paula Dobriansky à l'occasion de la Conférence de Nairobi, certainement plus ouverts que ses positions de négociation, suggèrent que l'administration pourrait préparer, à pas mesurés, une évolution de ses positions.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission pour la Science et la technologie (adresser les demandes à deputy-envt.mst@ambafrance-us.org)

Editeur : Mission pour la Science et la technologie
Adresse : 4101 Reservoir Road N.W.
Washington DC, 20007, USA



Directeur de la Publication :
Philippe Jamet
Date de parution : Janvier 2007
ISSN :
Abonnement :

Clause de non responsabilité

L'ambassade de France s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.

ECO des US est une revue de l'Ambassade de France aux Etats-Unis qui s'appuie sur l'expertise de plusieurs services : Chancellerie diplomatique ; Santé, Travail et Affaires Sociales ; Mission Economique et Mission pour la Science et la Technologie.